

Nouveau Gouvernement, nouveaux ministères



A l'heure des grands changements gouvernementaux, la DRJSCS voit également se modifier les périmètres de ses ministères de tutelle. Le **ministère des Solidarités et de la Santé**, anciennement ministère de la Santé et des Affaires sociales, est compétent pour toutes nos questions sur les politiques sociales et notamment sur le suivi des formations professionnelles dans les secteurs du social et du paramédical. Le **ministère des Sports**, toujours sur nos politiques sportives : lutte contre le dopage, suivi socio-professionnel des sportifs de haut niveau, sport santé ainsi que les formations de l'animation et du sport. Le **ministère de la Cohésion des territoires** concernera la politique de la ville et le **ministère de l'Education nationale** reprendra les sujets Jeunesse et Vie associative.

[Découvrez les nouveaux ministres](#)

Interview avec David ROBERT, conseiller technique fédéral Taekwondo et Anne GUILLERM, conseillère d'animation sportive, DDCS 94

Bonjour, David Robert, vous êtes conseiller technique fédéral au Comité départemental de Taekwondo du Val-de-Marne, et vous êtes à l'origine d'un projet de prévention et de lutte contre la violence par la pratique sportive. Anne Guillerm, vous êtes conseillère d'animation sportive à la DDCS 94, chargée de suivre ce projet, pouvez-vous nous expliquer son contexte ?



David Robert : Bonjour, en charge, notamment des questions sur la structuration des territoires auprès du DTN, j'avais, d'une part, déjà travaillé avec des publics fragilisés (interventions auprès des jeunes filles dans des quartiers en politique de la ville du 93, projet éducatif avec l'école de la 2ème chance du 94) et d'autre part, j'avais collaboré avec Tremplin 94 SOS Femmes, association qui s'occupe de l'accueil et de l'hébergement des femmes et des enfants victimes de violences conjugales. Nous avons saisi l'occasion de l'appel à projet, « Sport réconciliateur », lancé par la DRJSCS en 2016 sur

la prévention et la lutte contre la violence par la pratique sportive, pour impulser une nouvelle dynamique entre partenaires qui n'ont pas l'habitude de travailler ensemble.

Anne Guillerm : Bonjour, quand les Directions départementales ont eu connaissance de cet appel à projets, nous nous sommes rapidement concertées avec ma collègue Anaïs Guillou, déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous avons immédiatement pensé à l'association Tremplin 94 SOS Femmes, référente sur le département pour les femmes victimes de violence au sein du couple et leurs enfants. Après une prise de contact avec Aurélie Launay, en charge du pôle ressources de l'association et organisatrice de l'événement sportif grand public « la Mirabal », nous avons appris qu'elle connaissait déjà David Robert pour avoir collaboré avec lui sur des projets antérieurs. Il a donc été assez facile de les réunir à nouveau pour monter ce projet qui participe à la lutte contre les violences par la pratique sportive.

Pouvez-vous nous décrire ce projet ?



Publications

- [Les chiffres clés du sport 2017](#), hors collection, Injep mars 2017.
- [Manifeste pour une jeunesse sacrifiée](#), Fondation Concorde, mars 2017.
- [Les jeunes de la Mission locale de Paris, portrait des jeunes suivis en 2016](#), Apur, avril 2017.
- [L'apport de la politique de la ville à l'effort collectif de prévention et de lutte contre la radicalisation](#), Note de l'IR-DSU, mai 2017.
- [L'emploi continué d'augmenter en Île-de-France](#), Insee conjoncture IDF, n°15, mai 2017.

Veille juridique

- [Instruction du 7 avril 2017](#) relative à l'identification des diplômés du travail social délivrés par le ministère des Affaires sociales et de la Santé.
- [Arrêté du 20 avril 2017](#) relatif au questionnaire de santé exigé pour le renouvellement d'une licence sportive.
- [Instruction du 24 avril 2017](#) relative au label "Information Jeunesse".
- [Arrêté du 25 avril 2017](#) modifiant l'arrêté du 22 octobre 2005 relatif à la formation conduisant au diplôme d'Etat d'aide-soignant et l'arrêté du 16 janvier 2006 relatif à la formation conduisant au diplôme d'Etat d'auxiliaire de puériculture.
- [Arrêté du 28 avril 2017](#) modifiant l'arrêté du 27 mars 2017 autorisant au titre de l'année 2017 l'ouverture de concours externe et interne pour le recrutement de professeurs de sport.
- [Décret du 28 avril 2017](#) modifiant la partie réglementaire du code du

DR : Dans cette démarche, le taekwondo, qui est un art martial, considéré comme un sport de combat est utilisé comme un support, un outil pour retrouver l'estime de soi et la confiance en soi. C'est bien de cela dont il s'agit pour ces femmes qui ont subi des violences conjugales. Nous avons mis en place un double encadrement : un éducateur sportif et une éducatrice spécialisée de l'association Tremplin 94 facilitant les liens entre la pratique sportive et le quotidien des femmes au sein de l'association. Nous avons travaillé sur quatre axes : cognitif, moteur, social et affectif. Ce dernier étant le plus important, car il ne s'agissait pas d'enseigner le taekwondo pour faire des « championnes », il fallait que l'éducateur sportif s'affranchisse de ses préoccupations professionnelles et sportives pour travailler sur les processus enclenchés (ou pas) pendant la pratique. La méthodologie et l'évaluation ont été des éléments primordiaux !

AG : On peut souligner que certaines athlètes, dont Haby Niare, médaillée d'argent aux JO de Rio, ont participé à l'encadrement de quelques séances. Les participantes au projet ont été invitées par la suite à encourager ces athlètes aux championnats de France.

Comment le taekwondo, sport de combat, devient-il un sport pour retrouver sa confiance et son estime ?

DR : Dans notre projet qui se nomme ERO : Ecoute, Rencontre, Ouverture, le taekwondo n'est pas utilisé, et j'insiste, pour apprendre à se défendre. Nous avons travaillé sur la progression d'une dizaine de séance, sur la « capacité à » : la capacité à tenir un engagement, la capacité à reproduire une gestuelle, à collaborer, à proposer une stratégie, à modifier sa stratégie pour réussir... autant de séances en duo ou en duel (opposition) pour rentrer dans le cycle vertueux : estime de soi /confiance en soi. Pour optimiser la réussite de nos objectifs, nous avons mis en place conjointement les éléments d'évaluation permettant aux éducateurs sportifs et aux acteurs sociaux d'échanger autour de ce qui est important d'un point de vue pédagogique. Avoir une grille qui n'identifierait que des critères sportifs (niveau de performance atteint, évaluation de la condition physique,...) serait inappropriée. L'idée est de permettre à l'équipe encadrante et aux bénéficiaires d'identifier la (ou sa) posture vis-à-vis de de l'estime et de la confiance en soi. Une dizaine de femmes ont participé à ces ateliers. Dès la conception du projet, il nous est apparu important de prendre en compte la place des enfants. Nous avons proposé un mode de garde qui a, bien sûr, impacté sur le budget mais sans cette proposition les femmes n'auraient sans doute pas pu participer à tous les ateliers.



Quelle est l'implication de la DDCS du Val-de-Marne dans ce projet ?

AG : A l'origine, la DDCS a réuni tous les acteurs pour réfléchir sur le projet et construire la demande de subvention dans un laps de temps assez contraint. J'ai participé à une réunion en octobre 2016 organisée par la DRJSCS associée à la DRDFE (Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité) d'Ile-de-France à l'attention des dix associations porteuses de l'action "Sport et femmes victimes de violence", et qui répondaient à l'appel à projets "Sport réconciliateur" de la DRJSCS. A l'occasion de la journée internationale des droits des femmes du 8 mars, la DDCS a organisé une visite pour l'accès des filles à la pratique sportive à l'Académie Sporting Club de Champigny-sur-Marne, club de taekwondo dans lequel David Robert est responsable pédagogique. Aurélie Launay, de son côté, a pu présenter l'action devant le Préfet et le président du Conseil départemental. Enfin, j'ai participé au bilan du projet avec la dizaine de femmes participantes aux séances. Bilan qui a permis de mettre en avant leur ressenti très positif. Les participantes ont réellement regagné en confiance, elles se sentent maintenant capables de faire des choses qu'elles ne soupçonnaient pas. A l'unanimité, elles souhaitent voir le projet reconduit. Elles ont également évoqué le souhait de faire participer leurs enfants, même si la finalité est d'abord de pratiquer du sport pour elles-mêmes...

Merci à tous les deux !

[Pour en savoir plus sur l'appel à projet de la DRJSCS](#)

Jeunesse

service national relative au service civique.

- [Décret du 2 mai 2017](#) relatif aux conditions d'agrément et de fonctionnement des antennes médicales de prévention du dopage.

- [Décret du 6 mai 2017](#) relatif à la définition du travail social.

- [Décret du 9 mai 2017](#) modifiant le décret n° 2016-433 du 11 avril 2016 portant création du haut-commissaire à l'engagement civique.

Nominations

- [Arrêté du 26 avril 2017](#) portant nomination de David DUMAS, directeur départemental adjoint de la cohésion sociale de Seine-et-Marne.

- [Décret du 27 avril 2017](#) portant nomination de Hugo BEVORT, directeur des stratégies territoriales au Commissariat général à l'égalité des territoires.

- [Arrêté du 28 avril 2017](#) portant nomination de Nadine RICHARD, sous-directrice de l'action territoriale, du développement des pratiques sportives et de l'éthique du sport à la direction des sports.

- [Arrêté du 10 mai 2017](#) portant nomination de Pierre OUDOT, chef de service, adjoint au directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

En bref

DU « Formation à la lutte contre le dopage et à sa prévention »

L'Université Paris Sud et l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) propose, pour la rentrée 2017, un Diplôme d'Université *Formation à la lutte contre le dopage et à sa prévention*. Ce DU, dispensé à la Faculté de Pharmacie de Chatenay-Malabry, offre une approche globale et spécialisée du dopage et des conduites dopantes.

[Pour en savoir plus](#)

12 juin à l'Université Paris Descartes : Nouveaux regards historiques sur l'Éducation populaire ?

Séminaire organisé par le GRREP (Groupe de réflexion sur la recherche en éducation populaire avec lequel l'Injep est

Service civique : des réunions d'information collective à la DRJSCS...

Dans le cadre du développement du Service civique, la DRJSCS propose deux réunions d'information collective destinées aux structures qui hésitent encore à se lancer dans l'accueil de jeunes volontaires en service civique. Modalités de fonctionnement, mission de volontariat, rôle du tuteur, formation civique et citoyenne ou encore dossier de demande d'agrément seront parmi les sujets à l'ordre du jour de ces réunions qui se tiendront le **mercredi 21 juin** sur une demi-journée chacune, à 10h et à 14h.

[Pour en savoir plus](#)

... et un appel à projets

A l'occasion d'un nouvel appel à projet, la DRJSCS financera une expérimentation sur un ou plusieurs territoire(s) infra-départemental afin de vérifier les leviers réels de l'intermédiation du Service civique. L'objectif est de généraliser les bonnes pratiques identifiées sur la base de ces expériences.

[Dossier complet sur le site de la DRJSCS](#)

Contact : service-civique.idf@drjscs.gouv.fr



associé) autour de deux publications : *La Ligue de l'enseignement. Une histoire politique (1866-2016)*, PUR, 2016 et *Histoire de l'éducation populaire 1815-1945, Perspectives françaises et internationales*, PU du Septentrion, 2017.
[Pour en savoir plus](#)

Vie associative



FDVA 2017

Pour 2017, le Fonds pour le développement de la vie associative (FDVA) a alloué 700 000 euros à 116 associations. La Commission régionale consultative, animé par la DRJSCS, a statué le 25 avril dernier sur le financement par subvention des formations des

bénévoles pour 166 projets. Créé en décembre 2011, le FDVA permet de mettre en place des actions de formation pour leurs bénévoles, élus ou responsables d'activités, contribuant ainsi au développement des associations au profit des bénévoles pour des formations tournées vers : le projet associatif, des formations techniques liées à l'activité ou au fonctionnement de l'association, des formations dites de "partage d'expériences".

[Pour en savoir plus](#)

Cette lettre d'information est éditée par le Cabinet /communication de la Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Île-de-France.
Directeur de la publication : Pascal Florentin | Rédactrice en chef : Barbara Domenech | Maquette : Sophie Richard / Truc Do Cao / Barbara Domenech
Ont participé à ce numéro : Céline Calvez, Catherine Hirschmuller-Touzé, Aude Legrand, Sophie Maupilier, Alice Michaud.

